

L'avenir du Pakistan

Ardavan AMIR-ASLANI

LES CARNETS DE L'INSTITUT DIDEROT

L'avenir du Pakistan

ARDAVAN AMIR-ASLANI

FÉVRIER 2020

Sommaire

Avant-propos

Jean-Claude Seys

p. 5

L'avenir du Pakistan

Ardavan AMIR-ASLANI

p. 9

Débat

p. 27

Les publications de l'Institut Diderot

p. 45

Avant-Propos

Dans un monde submergé par l'information, des sujets importants pour notre avenir échappent aux médias. Le Pakistan en fait partie.

Certes, beaucoup des 193 pays reconnus par les Nations Unies partagent ce triste privilège mais aucun n'est autant en mesure d'influencer l'histoire du monde, donc la nôtre, en raison de ses caractéristiques très spécifiques ; l'appartenance du Pakistan au club très fermé des puissances nucléaires imprime, à tous les conflits auxquels il pourrait être mêlé, une dimension toute particulière. Or les raisons de conflits ne manquent pas, tenant à la fois à des vulnérabilités internes et à sa situation géostratégique au cœur d'une zone d'instabilité et d'affrontements.

Sa population de plus de 200 millions d'habitants, jeune et en croissance rapide, jouit d'un faible niveau de vie. Elle est composée de plusieurs ethnies, souvent fières de leur propre histoire, partagées pour la plupart entre plusieurs pays. Baloutches avec l'Iran, Pachtounes avec l'Afghanistan, Pendjabi et Kashmiri avec l'Inde, ce qui affaiblit l'autorité centrale et constitue une source de conflits permanente.

Le cas du Cachemire, dont la population est pour l'essentiel musulmane mais que l'Inde prétend intégrer, est le plus aigu, puisqu'il dure depuis la partition et a provoqué plusieurs guerres entre les deux parties.

À ces sources de difficultés et de conflits potentiels s'ajoute une situation géostratégique, au carrefour de trois « mondes » instables, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et l'Asie du Sud, marquée par des guerres et des luttes d'influence religieuses et économiques.

Les grandes puissances ne sont jamais absentes de ces zones. Les États-Unis sont venus déloger l'ex-URSS de l'Afghanistan en s'appuyant sur les Talibans et le Pakistan. La Chine et la Russie se veulent proches de l'Inde, mais la Chine veut étendre son influence au Pakistan, tandis que les États-Unis se méfient de leur allié traditionnel et se rapprochent de l'Inde pour contrer la Chine...

On a vu combien des conflits, relativement circonscrits, au Koweït, en Irak ou en Syrie ont pu avoir de conséquences pour le monde. Il est aisé de comprendre combien un conflit impliquant le Pakistan pourrait l'être davantage.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

L'avenir du Pa Pakistan

S'il est un sujet qui passe aujourd'hui totalement inaperçu et que méconnaissent nos concitoyens, c'est bien le Pakistan. On sait qu'il existe un pays qui porte ce nom et se situe quelque part en Asie du Sud. On sait, plus ou moins, que c'est un pays musulman. On entend parfois parler des conflits avec l'Inde et de quelques avions indiens abattus, d'attentats terroristes à Bombay et Delhi, que l'on attribue à des mouvements soi-disant soutenus par le Pakistan.

Mais on mesure mal ce que ce pays représente, et l'impact de son avenir sur nos vies. Pourtant, de nombreuses préoccupations françaises peuvent concerner le Pakistan. On dit parfois en France que les deux joyaux de la couronne que le général de Gaulle nous a laissés sont notre force de dissuasion nucléaire et notre siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Que ce soit sur un plan domestique ou international, les conflits dans lesquels la France est aujourd'hui impliquée trouvent, pour partie, leur origine dans l'islam radical. Or, le Pakistan est le deuxième pays à majorité musulmane au monde, après l'Indonésie, et il se trouve être une puissance nucléaire.

Or, malgré le fait que la France est engagée aujourd'hui dans une véritable « guerre de civilisation » – pour reprendre la formule de Samuel Huntington – contre cette forme très particulière de l'islam qu'est l'islam wahhabite, promu par les Saoudiens; malgré le fait que la politique étrangère française s'emploie à limiter la prolifération nucléaire dans le monde, le Pakistan intéresse peu. À la rigueur, de temps à autre, lorsque quelques affaires sortent, comme l'affaire Karachi qui a impliqué l'ancien Premier ministre Édouard Balladur, on entend le nom du Pakistan, mais cela s'arrête là. Ce pays gagnerait pourtant à être connu.

Je ne suis pas venu ici pour vanter les mérites du Pakistan. C'est un pays qui a des problèmes et qui a eu des moments difficiles; c'est un pays qui a défrayé la chronique, et pas toujours dans le bon sens. Je ne suis pas non plus venu ici pour attaquer l'Inde, soi-disant frère ennemi du Pakistan depuis toujours. Je suis simplement venu attirer votre attention sur la réalité de l'Asie du Sud, et en particulier sur la place primordiale que le Pakistan y occupe, par rapport aux mondes indien et iranien, et également par rapport à la question de l'islam.

Le président américain Donald Trump a tout récemment effectué une visite officielle en Inde. À cette occasion, on a pu constater deux choses qui marquent aujourd'hui la situation du Pakistan : la puissance de la propagande indienne, régulièrement utilisée à son encontre, et le conflit islamo-hindou.

La propagande indienne joue assurément un rôle dans le fait que le Pakistan soit si mal perçu dans le monde. On a pu constater son efficacité lors du meeting de Trump dans le tout nouveau stade d'Ahmedabad, vanté comme le plus grand stade de cricket au monde. On avait promis au président américain des millions de personnes dans les rues d'Ahmedabad ; il n'y en a eu que 125 000 ! Les autorités indiennes avaient également pris soin de dissimuler derrière un mur les bidonvilles situés en marge du stade... L'Inde maîtrise très bien l'art de la propagande, et sait, à l'occasion, en user habilement contre le Pakistan.

L'autre phénomène, qui a totalement échappé à Donald Trump, concerne ces heurts intra-communautaires extrêmement violents qui ont pourtant embrasé New Delhi pendant sa visite d'État, et que les médias indiens n'ont pas totalement couvert. C'est un conflit dont l'intensité augmente et qui secoue l'Inde depuis quelques mois, à cause de la loi sur la citoyenneté que le gouvernement Modi – un gouvernement populiste ultra-nationaliste – a fait adopter. Ce texte, qui s'adresse en premier lieu aux migrants, considère désormais l'appartenance religieuse comme un critère d'attribution de la citoyenneté indienne. Peuvent ainsi devenir citoyens indiens les hindous, chrétiens, sikhs, parsis, bouddhistes et jaïns, persécutés en Afghanistan, au Pakistan et au Bangladesh... à l'exception des musulmans de ces pays. En dépit des dénégations du gouvernement Modi, une telle disposition serait de nature à généraliser l'expérimentation menée dans l'État de l'Assam à l'automne 2019, où l'on a imposé à la population de fournir les preuves de la validité de

sa citoyenneté indienne, sur la base d'actes de naissance et de titres de propriété. Dans un pays de plus d'un milliard d'habitants, secoué comme il l'a été au cours des soixante-dix dernières années, tous les Indiens ne disposent pas forcément de tels documents. Or, les musulmans n'ont pas bénéficié de la même protection juridique que les membres d'autres religions, même si ces derniers échouaient à fournir les pièces demandées.

Lors de ce triste moment où des nationalistes hindous pourchassaient des musulmans dans les rues de Delhi, d'Hyderabad et d'ailleurs, je me suis rappelé les paroles du fondateur du Pakistan, Muhammad Ali Jinnah, avocat indien à l'époque de l'Inde non divisée, *barrister* anglais et qu'on présentait alors comme l'homme le plus élégant de l'Asie du Sud. Lors de sa confrontation avec Nehru, quand la Grande-Bretagne envisageait de se retirer et que l'Inde devait être divisée, Jinnah disait : « *Moi, je vois le jour où les musulmans indiens seront poursuivis dans les rues de l'Inde par les hindous* ». Ces jours-là sont arrivés, hélas : Jinnah ne s'était pas trompé. Il est d'ailleurs assez stupéfiant que Modi ait choisi d'inviter Trump dans la province du Gujarat dont il a été gouverneur, et qui en 2002 a connu les pires massacres de musulmans dans l'histoire contemporaine de l'Inde, avec près de 2000 morts. Il faut se rappeler que Modi, que l'on présente aujourd'hui en Inde comme le chantre de la liberté et de la démocratie, a été interdit de séjour aux États-Unis pour incitation à la haine – justement à l'occasion de ces émeutes – de 2005 jusqu'à ce qu'il soit élu Premier ministre de l'Inde en 2014.

Comment expliquer qu'aujourd'hui encore, 70 ans après l'indépendance du Pakistan et de l'Inde, la situation soit la même que celle qui prévalait au moment de la Partition, voire mille ans plus tôt? Comment expliquer que les 14 et 15 août 1947, les uns et les autres ont préféré scinder en deux l'Inde unie? Pour bien comprendre la situation actuelle du Pakistan, il est fondamental de se rappeler d'où vient ce pays. Il faut remonter pour cela au XVI^e siècle et rappeler comment l'Inde est devenue musulmane. L'Empire moghol des Indes fut fondé par une population persanophone d'Ouzbékistan, sunnite, partie à la conquête du sous-continent indien. C'est donc effectivement une puissance initialement étrangère à l'Inde qui est arrivée des steppes de l'Asie Centrale. Remplaçant le sultanat de Delhi, l'Empire moghol s'y est installé. Pour comprendre l'opposition entre musulmans et hindous dans l'Inde non divisée, je retiendrai trois dates en particulier.

La première date, un peu romanesque, est celle de la succession de Shâh Jahân, au XVII^e siècle – Shâh Jahân, de renommée mondiale car il a construit ce Taj Mahal que Trump a visité, et dont Modi a omis de rappeler que, comme la quasi-totalité des monuments visités par les touristes en Inde, il est d'origine moghole et perse... Modi est en train de réécrire l'histoire pour faire primer l'indianité et l'appartenance à la religion hindoue dans un État jusqu'ici laïc, l'État laïc idéal qu'il était censé incarner dans la pensée de ses pères fondateurs.

En 1657, donc, Shâh Jahân tombe gravement malade.

Un coup d'État a lieu et son fils aîné, qui était destiné à prendre la direction de l'empire, est défait par son frère Aurangzeb. Ce fils aîné, Dârâ Shukôh, était un homme marqué par la modération et la tolérance, à l'instar des précédents grands empereurs moghols, qui étaient très éloignés de tout fanatisme en faveur d'une religion particulière. Aurangzeb prend le pouvoir et sert, dans la grande tradition moghole, la tête de son frère aîné sur un plateau à Shâh Jahân qui, depuis, n'a plus jamais quitté sa chambre. Puis il s'engage dans un conflit contre l'hindouisme, forçant les conversions, détruisant des temples hindous, dont l'un d'eux a défrayé la chronique il y a peu. Il s'agit du fameux temple situé à Ayodhya, qu'il a remplacé par la mosquée Babûr – qui vient du mot persan « *babr* » (le tigre) – en utilisant les matériaux du temple pour la construire. Dernièrement, la Cour Suprême indienne a autorisé la reconstruction d'un temple hindou sur ce site, musulman depuis presque huit siècles. Aurangzeb rétablit aussi la *djiziâ*, un statut comparable à la *dhimmi*, imposant le versement d'une sorte d'impôt aux hindous et à d'autres minorités, et il privilégie l'islam comme la religion dominante. Les germes de l'opposition entre hindous et musulmans ont commencé à travers la volonté d'Aurangzeb de guerroyer contre l'hindouisme et de procéder à la conversion forcée de ses sujets à l'islam.

Deuxième date, que l'on a un peu oubliée : 1857. L'Inde aujourd'hui aime à présenter la Révolte des cipayes comme la première initiative d'un mouvement d'indépendance nationale.

Bien que cette révolte fût portée à la fois par les hindous et les musulmans contre le Raj britannique, la Grande-Bretagne rejeta l'essentiel de la responsabilité sur les musulmans qui, bien que numériquement minoritaires, constituaient encore l'élite de la nation indienne. À cette époque, l'ourdou, qui est une langue indo-européenne composée à 70 % d'éléments persans, était la langue dominante à Delhi : de grands poètes indiens comme Mir ne parlaient que cette langue. L'ourdou a alors cessé d'être la langue dominante de l'Inde et les Anglais ont évincé les musulmans de toutes les fonctions de responsabilité, exercèrent une abominable répression, pillèrent et détruisirent de nombreux trésors musulmans de Delhi, et exilèrent le dernier empereur moghol Bahādur Shah en Birmanie.

Enfin, la troisième date est évidemment 1947 : la partition des Indes. Gandhi ne voulait pas que l'Inde soit divisée en deux. Il pensait que les deux populations pouvaient vivre en paix. Jinnah pensait le contraire et l'avenir semble lui avoir donné raison. Il faut savoir que, même si le Pakistan représente aujourd'hui une population de 200 millions d'habitants, l'Inde compte en fait 20 millions de musulmans de plus que la population pakistanaise. Techniquement, le deuxième plus grand pays musulman après l'Indonésie, c'est l'Inde et non le Pakistan. Aujourd'hui, le sort de ces musulmans-là n'est pas très enviable... La Constitution indienne a été balayée par l'actuel Premier ministre, qui est en train de privilégier systématiquement l'hindouisme et l'hindouïté, au détriment de toutes les autres religions minoritaires,

en particulier l'islam. Jinnah avait senti venir cette situation, et il a longtemps œuvré pour obtenir de la Grande-Bretagne la création d'un État-refuge pour les musulmans de l'Inde.

Cet État devait être géographiquement situé là où il y avait le plus de musulmans. Les dirigeants des États princiers, comme le Cachemire ou l'Hyderabad, pouvaient alors choisir de faire allégeance à l'Inde ou au Pakistan. C'est avec la Partition qu'est née la question du Jammu-et-Cachemire : alors qu'il s'agissait d'une province dotée d'une écrasante majorité musulmane, le maharaja hindou refusa de choisir l'une ou l'autre option, et opta pour l'indépendance. De là naquirent les premiers heurts entre l'Inde et le Pakistan pour rattacher le Cachemire à leur territoire, et depuis le premier conflit indo-pakistanaï de 1948, la région est partagée à 50 % entre les deux pays.

L'indépendance en 1947 coïncida avec le plus grand mouvement migratoire forcé du XX^e siècle : celui des hindous du Pakistan vers l'Inde et des musulmans de l'Inde vers le Pakistan. Il causa plus d'un million de morts en l'espace de quelques jours. Les esprits sont marqués, encore aujourd'hui, par cette tragédie. Il n'y a pas une seule famille de *muhajir*, comme on appelle les musulmans de l'Inde qui ont immigré au Pakistan, qui n'ait le souvenir d'un aïeul, d'un membre de sa famille tué pendant ce conflit.

L'Inde est aujourd'hui engagée dans cet hindouisme excessif que Jinnah avait envisagé et qui justifiait la

création du Pakistan, lequel n'était pas à l'époque une république islamique. Le Pakistan de Jinnah était un pays où régnait l'islam dans sa version la plus tolérante : c'était l'islam des mausolées et des soufis. La République Islamique du Pakistan est un fait nouveau, très contemporain, qui date de la fin des années 1970 et de la dictature à tendance islamiste du général Muhammad Zia ul-Haq. Dans l'esprit de Jinnah, le Pakistan devait devenir lui aussi un État laïc et servir de havre de paix, de stabilité et de sécurité pour les musulmans de l'Inde non divisée. Imaginez que vous êtes un général pakistanais, ou que vous êtes Imran Khan, l'actuel Premier ministre, et que vous vous considérez comme l'héritier de l'Empire moghol des Indes, l'héritier de Shah Jahân et d'Aurangzeb, et que pour contempler la gloire de vos ancêtres et votre passé, il vous faille regarder à l'est, au-delà de vos frontières, et voir la tombe de Babûr dans un territoire indien qui, de surcroît, cherche aujourd'hui à effacer cet héritage. L'Inde moghole se situait principalement en territoire indien. Bien sûr, il existe un Fort rouge à Lahore ; bien sûr, le Penjab a connu de glorieux moments d'un point de vue culturel. Mais, aujourd'hui, la gloire passée se trouve principalement en territoire indien. C'est comme si, nous, en France, nous voulions contempler la gloire de notre histoire, et que Versailles était en territoire allemand, ou la Tour Eiffel en Belgique, et que chez nous, héritiers de l'histoire millénaire de la France, il n'y avait rien...

Le Pakistan connaît actuellement d'autres difficultés. Depuis les années 1970, il a fait de l'islam le principal

facteur de son identité nationale. C'est un phénomène que l'on observe aussi dans certaines banlieues en France : quand on interroge certains Français issus de l'immigration sur leurs origines, ils se disent « musulmans ». Être musulman est devenu une identité. Le Pakistan a développé, du fait justement de son histoire, une identité nationale qui est devenue musulmane. D'où le rajout de la mention « islamique » dans la dénomination officielle du pays, qui est devenu la République Islamique du Pakistan. Pour mesurer l'importance du conflit entre l'Inde et le Pakistan, il faut regarder ce nom même de « Pakistan » : le « -stan » renvoie à la province, d'après la tradition persane ; puis vous avez le « P » du Penjab, le « A » de l'Afghanistan, mais surtout le « K » du Cachemire, qui est donc au cœur même du nom du Pakistan. On comprend mieux l'importance que prend le Cachemire dans l'identité nationale pakistanaise ! Or, le 5 août dernier, l'Inde, en dépit de sa Constitution et malgré l'accord initial d'indépendance validé par les Nations-Unies, a décidé de révoquer le statut spécial du Jammu-et-Cachemire et de le placer directement sous contrôle indien. À ce jour, vous avez un million de forces de sécurité, de militaires et d'autres gendarmes hindous qui occupent le Cachemire indien. La province est totalement coupée du reste du monde : le réseau téléphonique est coupé, l'accès aux hôpitaux est limité, des barricades ont été installées au détour de chaque rue, de chaque ville et de chaque village du Cachemire. Mais qui s'intéresse au Cachemire ? Qui s'intéresse au nombre de morts que connaît cette région ? Au Cachemire, depuis 1947, il y a eu des centaines de milliers de morts. Le problème

est de taille, d'autant que le Pakistan, comme l'Inde, parce qu'ils n'ont pas signé les traités internationaux sur la non-prolifération, sont des puissances nucléaires. Mais ce conflit n'intéresse personne, pas même les pays musulmans, j'y reviendrai ! Le Pakistan, lui, reste prisonnier de ce conflit : prisonnier de son passé et de son devoir moral de récupérer le Cachemire. À tout le moins, il doit faire en sorte que le Cachemire puisse sortir de la domination indienne pour permettre à sa majorité musulmane de vivre dignement. Le Pakistan n'arrive pas, à cause de ce conflit permanent qui l'obsède, à s'affranchir du poids du passé pour regarder pleinement vers l'avenir. Ce pays a un produit national brut de 300 milliards d'euros et mériterait un PIB dix fois plus élevé, car sa population est à la fois très jeune et bien éduquée. Quelques-unes des plus grandes universités en Asie se situent au Pakistan, comme la *Lahore University of Management Science* (LUMS), par exemple.

Le Pakistan est aussi, actuellement, prisonnier de sa dépendance financière envers l'Arabie Saoudite. Lors de la récente session de l'Organisation de la Coopération Islamique, le Premier ministre pakistanais Imran Kahn a demandé que la question du Cachemire, qui devrait concerner l'ensemble du monde musulman, soit placée à l'ordre du jour. Mais l'Arabie Saoudite a refusé... Pire encore, deux mois après la suppression du statut particulier du Cachemire, Modi a été reçu en grande pompe à Riyad ! Alors qu'Imran Kahn souhaitait se rendre à Kuala Lumpur, sur l'invitation du Premier ministre Mohamad Mahatir, pour mettre la question du Cachemire à l'ordre

du jour d'une conférence qui regroupait les vingt-trois pays arabes et les autres pays dont la population musulmane est majoritaire, l'Arabie Saoudite a insisté, moyennant un chantage financier, pour qu'il renonce à s'y rendre. Le Pakistan est aujourd'hui prisonnier non seulement de son passé par rapport à l'Inde et du conflit au Cachemire, mais également de cette dépendance vis-à-vis de l'Arabie Saoudite, qui est en train de transformer l'islam dans ce pays. Le Pakistan de Jinnah était un Pakistan où les hôtes de l'air de la *Pakistan International Airlines* étaient les plus élégantes du monde, où le port du foulard n'était pas obligatoire et où Jinnah lui-même était un chiite duodécimain, comme les Iraniens. Personne n'avait alors à s'en plaindre. Mais les choses ont commencé à changer, en particulier sous la présidence de Zia ul-Haq. On se souvient aussi de la prise d'otages de la Mosquée Rouge en 2007, lorsque le gouvernement de Pervez Musharraf a dû lancer l'assaut contre cette mosquée d'Islamabad où s'étaient retranchés des islamistes irrédentistes radicaux. L'image du Pakistan aujourd'hui, c'est celle d'un islam sunnite salafiste, largement renforcé par sa dépendance financière à l'Arabie Saoudite.

Il est intéressant de noter que, de tous les pays arabo-musulmans, seuls trois pays ont apporté leur concours au Pakistan sur la question du Cachemire. Ce sont, significativement, ceux qui s'opposent actuellement à l'Arabie Saoudite. D'abord la Turquie d'Erdogan et des Frères musulmans. Vous avez ici deux groupes qui s'affrontent pour la domination du monde musulman :

les Frères musulmans, une organisation hiérarchisée, de type para-maçonnique, incarnée par Erdogan; et le salafisme wahhabite des Saoudiens. Mais il faut y ajouter l'Iran et l'Irak, qui représente un peu la diplomatie iranienne. Ce qui est frappant, c'est qu'il s'agit précisément des pays qui composaient une organisation militaire internationale qui existait jusqu'à la révolution iranienne de 1979 : le CENTO (*Central Treaty Organisation*) ou Pacte de Bagdad, qui constituait une sorte d'OTAN du Moyen-Orient et de l'Asie. Le CENTO regroupait notamment la Turquie, l'Iran, l'Irak et le Pakistan. Les seuls pays aujourd'hui solidaires du Pakistan sur la question du Cachemire sont donc ceux qui étaient naguère ses alliés dans le cadre du CENTO. C'est là, assurément, une entité qu'on a dû mal à cerner, mais qui aurait besoin du concours de l'Europe parce que, je l'ai dit dès le départ, ce qui se passe au Pakistan nous concerne directement.

Il y a ici un point de terminologie géopolitique particulièrement important. Quand on regarde l'Orient d'un point de vue français, on pense immédiatement « Proche-Orient » : la notion de Moyen-Orient est une notion anglaise (*Middle East*) qui nous échappe un peu, alors même qu'elle est bien plus pertinente. Elle englobe le Proche-Orient, mais aussi l'Iran et le Pakistan. Sur ce point, la vision géopolitique britannique est sans doute plus fine. Que ce soit sur la question syrienne, sur la question libyenne ou sur la question pakistanaise, les Anglais marquent leur indépendance, y compris vis-à-vis des États-Unis. Quand Trump dit non à la Grande-

Bretagne pour la question de Huawei et de la 5G, elle passe outre. Quand Trump vante les mérites de l'Inde au détriment du Pakistan, Londres n'y adhère pas, tandis que l'Union européenne, elle, est totalement absente sur ces questions. Il y a à cela des raisons historiques et coloniales, mais il y a aussi des enjeux d'avenir. On ne peut pas imaginer une paix durable sur le continent asiatique avec un pays de plus de 200 millions d'habitants qui rencontre des problèmes de développement économique parce qu'il ne peut, du fait de son conflit perpétuel avec l'Inde et la question du Cachemire, allouer les ressources économiques nécessaires à son développement : 5 % du PIB pakistanais est consacré actuellement aux dépenses militaires. Le Pakistan est aujourd'hui aux abois d'un point de vue économique, mais il l'est aussi d'un point de vue environnemental, en particulier à cause des problèmes liés à la gestion de l'eau. C'est là le germe d'un conflit futur et un grand enjeu géopolitique : les Indiens utilisent l'eau comme une arme pour imposer leur domination, notamment en contrôlant la descente des fleuves de la chaîne de l'Himalaya, en bloquant l'accès du Pakistan à l'eau et en prenant ainsi en otage l'activité agricole et la paysannerie pakistanaises.

On ne peut pas vivre tranquillement en Europe quand un tel pays connaît, en plus de la tension avec l'Inde, une instabilité permanente à cause de la question afghane et, à l'intérieur de ses frontières, notamment dans le Baloutchistan, des troubles systématiques liés aux mouvements indépendantistes. Il est important de se soucier

sérieusement des difficultés de ce pays. Voyez le conflit syrien : il a causé l'exil de près d'un million trois cent mille réfugiés. Que se passerait-il en Europe, en termes d'instabilité, si demain éclatait un réel conflit militaire entre l'Inde et le Pakistan? Il y en a déjà eu quatre, dont l'un a failli devenir nucléaire. Le conflit afghan a engendré un quart des réfugiés qui sont arrivés en Europe ces trois dernières années. Si demain un conflit se déclenche au Pakistan, on aurait, non pas un million, mais peut-être trente millions de réfugiés en route vers l'Europe... Et ils ne s'attarderont sans doute pas sur le chemin en Iran ou en Turquie : ni en Iran, parce que le pays est aux abois économiquement; ni en Turquie, parce qu'Erdogan ne les laisserait pas faire. Or, le risque d'un tel conflit est de plus en plus élevé. Cette menace perpétuelle, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il y a eu trois coups d'État militaires au Pakistan, dont l'un des Premiers ministres, je le rappelle, fut arrêté et pendu : le Premier ministre chiïte Zulfikar Ali Bhutto (qui a donné la première femme chef d'État musulmane au monde avec Benazir, sa fille : on est bien loin de l'image de l'islam arriéré!) Quand on regarde l'élite politique de ce pays, quand on voit le Pakistan obligé de s'armer face à l'Inde qui devient de plus en plus nationaliste et agressive, il est difficile de ne pas redouter une guerre à court ou moyen terme. Il y a moins d'un an, déjà, il y a eu de nouveaux affrontements militaires. À la suite d'un attentat terroriste dans la région du Cachemire, l'Inde a immédiatement pointé le Pakistan du doigt et a envoyé son aviation contre le pays. Deux MIG indiens furent abattus et leurs pilotes arrêtés. Le Pakistan, voulant

immédiatement procéder à une désescalade, a restitué les pilotes et les carcasses d'avions. Mais nous étions au bord d'une véritable guerre : des F-18 pakistanais qui abattent des MIG indiens, des pilotes qui meurent, d'autres qui sont éjectés et arrêtés. C'est cela le quotidien des relations entre l'Inde et le Pakistan. Tous les jours, il y a des morts sur la frontière, au nord-est du Pakistan, sur ce qu'on appelle les *Northern territories*.

Comment faire pour sortir de cette situation et aider ce pays à se projeter dans le futur ? Certains Indiens, quand ils regardent vers le Pakistan, se réfèrent toujours à la volonté de Gandhi, celle de s'opposer à la division de l'Inde, avec cette référence à l'*Akhand Bharat*, c'est-à-dire l'Inde indivisée, où le Pakistan se trouverait intégré, chose que les Pakistanais ne sont évidemment pas disposés à accepter. Il est nécessaire que l'Europe intervienne dans ce conflit, car il se joue juste dans notre « banlieue proche ». Il est aussi nécessaire que l'Europe intervienne en termes d'investissements et d'encouragements pour réduire la dépendance pakistanaise vis-à-vis de l'argent saoudien. Quand on accepte l'argent saoudien, on prend la barbarie qui va avec, et qui n'est pas forcément dans l'intérêt des Pakistanais : on l'a bien vu avec l'ostracisme dont le gouvernement d'Imran Khan a fait l'objet lors de la Conférence pour la Coopération Islamique. Il y a donc un grand besoin d'Europe : le savoir est là, les ressources économiques sont là. L'Europe est une grande puissance économique ; elle est un centre de valeurs à dimension mondiale, elle est une puissance scientifique, mais, hélas, l'Europe

n'est pas une puissance politique, puisqu'elle laisse les enjeux géopolitiques entre les mains des Chinois, des Américains et des Russes. Le cas de la Russie est frappant : son économie est à peine au niveau de celle de l'Italie, mais elle parvient à se projeter dans le temps et l'espace géopolitique avec une capacité bien supérieure à celle de l'Europe ! Il faut prendre conscience de ces enjeux pakistanaï qui englobent aussi, on l'a vu, la question du devenir de l'islam. Celui-ci fait aujourd'hui l'objet d'un conflit entre le wahhabisme saoudien, la version des Frères musulmans et d'Erdogan, mais il existe une troisième voie : la voie de Jinnah, la voie de la modération et de la séparation des pouvoirs. Ce qui aurait pu et dû être la voie pakistanaïse. On pourrait tout à fait faire du Pakistan aujourd'hui une sorte d'allié pour un changement de regard sur l'islam sunnite ; faire en sorte que les facteurs de stabilité d'hier, comme le CENTO, l'alliance entre l'Iran, le Pakistan, la Turquie et l'Irak, puissent de nouveau faire obstacle à l'éruption des nationalismes qui ne peuvent qu'amener l'agression et la guerre.

Débat avec la la salle

Patrick Careil¹ : *Dans votre exposé, vous ne parlez que très peu, il me semble, du retrait progressif des États-Unis qui, après avoir déversé pendant cinquante ans des dizaines de milliards de dollars au Pakistan, préfèrent maintenant l'abandonner progressivement, d'une part à cause de la collusion entre les services secrets pakistanais et l'ensemble des mouvements terroristes qui menacent le monde occidental et, de l'autre, parce que progressivement le Pakistan bascule vers la Chine, que vous omettez de mentionner parmi les pays contributeurs. Vous avez très bien décrit le problème du Cachemire, qui existe depuis toujours, auquel l'Europe ne s'intéresse pas, préoccupée en échange par les mouvements terroristes qui la concerne directement. Il est stupéfiant, je le rappelle, que dans le cadre de l'alliance occidentale qui avait pour mission de traquer Ben Laden, les Américains devaient se cacher de l'armée et des services secrets pakistanais qui le protégeaient.*

1. Juge au Tribunal de commerce.

Ardavan Amir-Aslani : Effectivement, aujourd'hui avec sa « *Silk Road* » qui représente aujourd'hui sa stratégie économique, la Chine cherche à rendre captifs les pays qui profitent de ce soutien. Au Pakistan, elle a investi 50 milliards de dollars et a créé à Gwadar, un des plus grands ports de l'océan Indien. D'autre part, l'implication américaine au Pakistan n'était pas spontanée, mais une stratégie pour contrer l'implication soviétique en Inde pendant la Guerre froide. Aujourd'hui, le Pakistan bénéficie encore d'un peu d'aide de la part des États-Unis, mais la réalité est que l'Amérique a totalement basculé dans le camp indien. Ils ont même donné à leur flotte du Pacifique le nom de flotte « indo-pacifique ». Vous avez parlé des services secrets pakistanais. Je n'ai pas connaissance ne serait-ce que d'un seul attentat dirigé contre l'Occident qu'on puisse attribuer aux services pakistanais. Au contraire, autant que je le sache, les attentats qui nous touchent aujourd'hui ont pour source la pensée wahhabite des Saoudiens ou des Qataris. Que le Pakistan essaye d'encourager des mouvements indépendantistes dans le Cachemire, c'est certain. Pourquoi le Pakistan serait-il le seul pays au monde qui n'aurait pas le droit de soutenir les musulmans du Cachemire, province qu'il considère comme faisant partie intégrante de son territoire ? Aujourd'hui, le Pakistan est engagé dans un conflit militaire quotidien avec l'Inde, et trouve de son devoir de soutenir les mouvements indépendantistes du Cachemire. D'ailleurs, le Pakistan est lui-même plutôt victime du terrorisme puisqu'il y a chaque jour dans ce pays des attentats contre les écoles militaires, les mosquées, les minorités hazara ou chrétiennes. Il y a eu

probablement quelques attentats en Inde avec l'appui du Pakistan, c'est vrai, mais de là à dire que les services pakistanais prennent pour cible l'Occident, je ne le pense pas. Je ne pense pas non plus que les seuls troubles que connaît l'Inde soient le fait du Pakistan.

Charles Descours ² : *Quand j'étais au Sénat, je présidais le groupe d'amitié France-Pakistan. J'ai été plusieurs fois au Pakistan, reçu par les sénateurs pakistanais. Nous avons été surpris par la diversité de la société pakistanaise. À Lahore, nous avons le sentiment d'une société très occidentalisée. À Peshawar, en revanche, le gouverneur nous recevait sous une tente installée dans le jardin de son palais et nous disait qu'il était, lui, Pachtoune comme ceux qui se trouvaient de l'autre côté de la frontière. Pour lui, la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan était une des séquelles de la colonisation. Le colonel qui commandait le régiment du col de Khyber nous présentait l'histoire de son unité depuis 1927 et avait dans son bureau des photos des souverains britanniques. Sans parler du sud industriel, de Karachi ou d'Islamabad. Nous nous demandions, sans même prendre en compte la question religieuse, comment le Pakistan pouvait résoudre le problème de cette si grande diversité sociale.*

Ardavan Amir-Aslani : Le cas du Baloutchistan pakistanais est la source d'un prochain conflit, je crois. Il y a des mouvements indépendantistes dans le Baloutchistan

2. Sénateur honoraire, ancien président du groupe d'amitié franco-pakistanaise.

pakistanaïes comme il y a des mouvements indépendantistes dans le Baloutchistan iranien. Les habitants du Baloutchistan ont une identité propre, une littérature, une langue, une civilisation, et veulent l'autonomie. Tout cela est vrai. L'histoire du Pakistan est l'histoire de la Partition de l'Inde lorsqu'un avocat anglais a établi d'un trait de crayon sur une carte, sans aucune considération ethnique et économique, les frontières des futurs États. Il a mis les usines du côté indien et du jour au lendemain, le Pakistan s'est retrouvé dépourvu d'industries, dépourvu de tout. Les Pakistanaïes ont pris ce qui leur a été donné, ont été obligés de faire avec. C'est la raison pour laquelle la capitale a été transférée de Karachi vers une nouvelle ville, Islamabad, justement pour faire comprendre aux différentes communautés que le Pakistan est une république fédérative qui veut réunir tout ce monde tellement divers. Les Pachtounes, les Baloutches, les Sindhîs, les Cachemiris, les Pendjabis sont tous différents. Ce vide identitaire est la conséquence de la partition de l'Inde. C'est pourquoi l'islam a pris le dessus et est devenu un facteur d'identité nationale, justement pour pallier l'absence d'une histoire commune. C'est le grand défi que doit affronter aujourd'hui le pouvoir pakistanaïe : comment offrir aux habitants de ce pays une identité englobante et d'avenir qui ne soit pas uniquement la haine de l'Inde, qui ne se constitue pas autour de la question du Cachemire et qui dépasse l'islam. Sinon, les facteurs intrinsèques de dissociations sectaires risquent de prendre le dessus. Le conflit qui risque de secouer le Pakistan concerne aussi bien l'Est que l'Ouest de ce pays.

Pierre Joxe ³ : *Deux questions. Pourquoi n'avez-vous pas évoqué dans votre exposé la période où il y avait un Pakistan oriental ? Deuxièmement, vous affirmez que l'Arabie saoudite est le vecteur du wahhabisme. Dans votre livre vous rappelez pourtant qu'Ali Jinnah s'était mobilisé contre le wahhabisme. Pourquoi l'attribuez-vous uniquement à l'Arabie Saoudite ? D'un point de vue historique, le wahhabisme est presque né au Pakistan, en Inde pour être plus exact.*

Ardavan Amir-Aslani : Vous avez parfaitement raison, monsieur le Ministre. L'université d'Aligarh, aujourd'hui en territoire indien, est le Harvard des musulmans de l'Inde. C'est dans le cadre de cette université que se développe aujourd'hui une réflexion concernant la théologie et l'avenir du monde musulman. Vous avez raison de rappeler que, jusqu'à la Partition de l'Inde, les plus grands penseurs musulmans sunnites étaient des musulmans de l'Inde, et que la théologie musulmane est redevable aux écoles musulmanes de l'Inde. S'y ajoute l'apport de la civilisation persane, qui n'est pas négligeable. Jinnah était chiite. Pourtant, il n'y a aucune référence islamique dans la dénomination du pays du temps de Jinnah, qui est mort trop tôt, une année après l'indépendance. Il a combattu effectivement cette tendance qui à l'époque ne s'appelait pas wahhabisme. Jinnah ne l'a pas combattue au nom de l'islam chiite, mais pour faire du Pakistan un État laïc, un lieu de paix et de

3. Ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense, ancien président de la Cour des comptes.

sécurité pour les musulmans de l'Inde. Le Pakistan n'était pas destiné à devenir un État islamique. Il l'est devenu à cause de son conflit avec l'Inde et de sa dépendance financière envers l'Arabie Saoudite. Pour séparer l'Inde du Pakistan, les Anglais ont dressé une frontière au milieu du Cachemire et du Pendjab, comme ils l'ont fait pour le Bangladesh, alors qu'il n'y avait rien de commun entre l'ourdou parlé à Karachi et le bengali parlé dans la partie orientale du Pakistan. Naturellement, une trentaine d'années plus tard, cette division a été actée. Le Bangladesh est devenu un État indépendant, encouragé en cela par l'Inde qui a joué un rôle majeur dans cette affaire. Ce fut finalement une bonne chose : le Pakistan n'avait pas les moyens de gérer l'ensemble oriental du Pakistan. Dans les administrations pakistanaises, il n'y a aujourd'hui aucun regret par rapport à la perte du Bangladesh, tandis que la question du Cachemire est toujours ressentie comme une blessure.

Avtansh Behal⁴ : *Ma question porte sur le mouvement séparatiste dans le Baloutchistan. Je me demande quel sera l'avenir du Pakistan, notamment en ce qui concerne ses relations avec l'Iran et l'Arabie Saoudite. Je voudrais connaître la réaction de cette dernière par rapport à ce mouvement qui touche à la fois le Pakistan et l'Iran.*

Ardavan Amir-Aslani : L'avenir du Pakistan passera par la capacité de son élite à créer une identité nationale englobante. Cela prendra du temps. Il ne faut pas

4. Chargé de mission à la Fondation Robert Schumann.

que cette identité soit l'islam, qui ne pourrait être que rétrograde. Il faut que ce soit quelque chose qui s'élabore de soi-même, sur place, autour de la pensée de Jinnah, autour de la dimension civilisationnelle et culturelle de ce pays, des gens qui vivent sur ce territoire. Ils sont en train d'y parvenir. Pour ce qui est de l'Iran, c'est le seul État souverain qui existe sans discontinuité depuis des millénaires, le seul qui existait dans la région il y a un siècle. L'Iran a une responsabilité envers le Pakistan. L'ourdou est une langue à soixante-dix pour cent d'origine persane. L'hymne national du Pakistan est en persan. Les plus grands théoriciens de l'indépendance pakistanaise sont persanophones. Muhammad Iqbal, grand poète, grand maître de l'ourdou et puis un des pères théoriciens de l'indépendance pakistanaise, est l'auteur d'un volume, *Payam-e-Mashriq*, qui est enseigné en Iran. L'Iran a une responsabilité vis-à-vis du Pakistan. L'Iran peut sortir vainqueur de sa confrontation avec les pays qui lui sont hostiles, en permettant au Pakistan également de faire valoir ses capacités scientifiques et technologiques. Le Pakistan est quand même une puissance nucléaire, et sa maîtrise en la matière est autochtone. C'est un pays peut-être pauvre, mais très riche par bien des aspects. À Lahore on peut, dans certains milieux, se croire à Paris. À Lahore ou à Karachi, les ingénieurs sont du niveau de ceux sortis de nos meilleures écoles. L'Iran a un rôle économique à jouer, un rôle civilisationnel aussi. Le problème de fond reste l'Arabie Saoudite, un problème d'autant plus actuel avec ce Prince héritier qui, à chaque fois qu'il touche à quelque chose, crée une tragédie. Le blocus du Qatar est un fiasco. La guerre au Yémen a

plongé quatorze millions de personnes dans la famine, le choléra en a touché deux millions. L'opération, qui devait être une « Tempête décisive », n'a rien donné. Couper en morceaux le journaliste Jamal Khashoggi dans un consulat d'Istanbul n'a pas aidé les choses. L'arrestation de quatre cents dignitaires saoudiens non plus. Hier, les Saoudiens ont appelé au pouvoir Khaled al-Faleh, qui était le patron de la Saudi Aramco, pour qu'il prenne la direction d'un nouveau ministère créé pour les investissements. La cotation en Bourse de l'Aramco, qui devait s'élever à deux mille milliards de dollars, est un fiasco. Bref, pour le Pakistan, la relation avec les Saoudiens est un facteur de recul. Les Pakistanais le savent. Lorsque l'Arabie Saoudite a demandé au Pakistan d'intervenir militairement à côté d'eux au Yémen, le parlement pakistanais a refusé. Aujourd'hui, avec la question du Cachemire, les masques sont tombés. Sauf que pour que le Pakistan puisse s'en sortir, il faut que l'Iran s'en sorte aussi. Tant que l'Iran reste bloqué, toute la région est en *stand by*.

Henri Cukierman ⁵ : *Pour son avenir, le Pakistan devrait attirer les entreprises étrangères, mais la situation, telle que vous la décrivez, n'est pas très alléchante. D'autre part, il devrait s'appuyer sur des alliances politiques, or les trois alliés les plus proches du Pakistan ne sont pas des adeptes de la paix des ménages. Je me demande donc si ce que vous décrivez n'est pas contreproductif pour l'avenir.*

5. Président de la chambre de commerce France-Israël.

Ardavan Amir-Aslani : C'est vrai que, prisonnier de son passé, le Pakistan est loin d'avoir l'image d'une start-up nation comme Israël. Le Pakistan est un pays de deux cents millions d'habitants, sorti de nulle part en 1947, sans ressources naturelles, confronté au problème de l'eau, ayant dû supporter quatre guerres avec l'Inde. On ne peut pas dire que le pays soit aujourd'hui idéalement positionné pour avancer. Il ne dispose pas d'une diaspora qui puisse relancer l'économie du pays, ni de groupes d'amitié dans les capitales étrangères pour pouvoir encourager les uns et les autres à lui apporter un soutien financier. Le Pakistan est aujourd'hui seul. Alors, la question de la Turquie ou de l'Iran mérite d'être posée. On est toujours le méchant de quelqu'un. La Turquie d'Erdogan est le dixième pays industrialisé au monde, elle est un acteur majeur de la diplomatie internationale, avec des troupes déployées en Syrie, en Libye et ailleurs, un pays qui existe et qui est aujourd'hui opposé au salafisme saoudien. Je suis personnellement profondément hostile tant au salafisme wahhabite qu'aux Frères musulmans. C'est un peu bonnet-blanc et blanc-bonnet, mais il y a quand même des différences. Dans un cas, on peut s'asseoir et discuter ; dans l'autre, aucune discussion n'est possible. Entre Assad et Daech, peut-on choisir ? D'un côté, il y a un régime totalitaire, mais au moins on ne pourchasse pas les chrétiens dans la rue, on ne prostitue pas les Yézidis, on ne coupe pas la tête aux Druzes. Je préfère ce pouvoir à Daech, et je le dis. Eh bien, au Pakistan, il faut faire avec les moyens du bord. Aujourd'hui, en raison de son poids économique, de l'importance de son marché, des choix stratégiques

des États-Unis qui en font un allié contre la Chine, l'Inde est devenue pour le Pakistan un adversaire redoutable. Le Pakistan est prisonnier de ce contexte. On peut dire ce que l'on veut, mais le Pakistan est aujourd'hui une démocratie. C'est vrai qu'Imran Khan a été soutenu par l'armée, mais les Pakistanais ont voté pour lui. Champion de cricket mondialement connu, marié en premières noces à la fille de James Goldsmith, il fait bonne figure dans les grandes chancelleries internationales. Il essaie de faire de son mieux pour attirer les investisseurs étrangers. Mais le Pakistan n'a pas les armes d'autres pays. Pour sa propre stabilité, l'Europe a tout intérêt à s'y intéresser. Il n'y a pas de guerre civile au Pakistan. Il y a un conflit avec l'Inde qui peut se régler par un référendum au Cachemire, pour que ce peuple décide lui-même soit l'indépendance, soit son rattachement au Pakistan ou à l'Inde. C'est tout ce que demande le Pakistan pour résoudre une fois pour toutes ce conflit avec l'Inde, et pouvoir allouer les ressources nécessaires à son propre développement économique, au lieu de les consacrer à une guerre vaine. En ce moment, même s'il a eu l'air de soutenir un peu le Pakistan, le président américain se rend en Inde et déclare son amitié à un pays qui est l'ennemi du Pakistan. Il faut toujours partir de quelque part. Le plan américain pour la Cisjordanie et Gaza, ce n'est pas extraordinaire, mais il y a quand même un espoir. Le Pakistan est dans une meilleure situation que la Cisjordanie. Donc s'il y a un espoir là-bas, il y en aura au Pakistan aussi. La seule chose qu'il faut, c'est le retour de l'Iran. Je dois quand même dire un mot à ce propos. Ce que vit l'Iran, ce que vit la population iranienne

aujourd'hui est, à mon sens, l'une des plus grandes injustices de l'histoire contemporaine. Le Pakistan est un pouvoir nucléaire et on ne le sanctionne pas. L'Iran ne l'est pas et on est en train de l'étrangler. L'Iran a respecté à la lettre la totalité des engagements nucléaires issus de l'accord de Vienne de 2015. Malgré cela, il a été abandonné par ses alliés européens qui n'ont rien fait pour sauver l'accord nucléaire après le départ des Américains. Il n'y aura pas règlement du problème pakistanais, du problème iranien, du problème turc sans un règlement global de la situation. Je suis persuadé que le jour où l'Iran sera traité comme il se doit, tous les problèmes de la région seront réglés. L'Iran, ce n'est pas le Pakistan. Son sous-sol regorge de matières minières de premier plan. Il a les deuxièmes réserves gazières et les troisièmes réserves pétrolières au monde. Il a une population de 83 millions d'habitants, dont 72 % ont moins de 40 ans. Le niveau d'éducation de cette population est comparable à la moyenne des pays occidentaux. Il y a de quoi donner à l'économie iranienne une place de premier ordre. À ce moment-là, l'Iran sera obligé d'aider le Pakistan à sortir de son marasme dû à la situation de l'économie iranienne et à la lâcheté des pays arabo-musulmans sous influence saoudienne. À l'époque impériale, le Pakistan était l'allié naturel de l'Iran. Ce n'est qu'après la chute du Shah que les Saoudiens ont réussi à prendre pied dans ce pays. Ils considèrent l'armée pakistanaise comme leur armée et affirment même que la bombe atomique pakistanaise leur appartient. Conclusion, l'Europe doit intervenir pour mettre un terme au conflit du Cachemire, mais tant qu'on continuera à regarder le monde par le prisme du

danger chinois, l'Inde sera systématiquement privilégiée. Tant qu'on continuera à regarder le monde par le prisme démographique et s'intéresser surtout au marché, l'Inde sera privilégiée par rapport au Pakistan. Pourtant, cela ne fait que différer le problème : n'ayant pas d'eau, n'ayant pas d'espoir, n'ayant pas d'avenir, mais ayant la bombe nucléaire, un jour le Pakistan risque de se trouver entraîné dans un conflit qui peut nous toucher nous aussi. Je ne pense pas à la bombe, mais aux conséquences de l'émigration inéluctable face à la raréfaction de l'eau et à l'instabilité de la région.

Général Alain Lamballe ⁶ : *Quelle est, selon vous, l'évolution des relations entre le Pakistan et l'Afghanistan ? Il y a de sérieux problèmes entre ces deux pays : problème de la ligne Durand qui n'est pas reconnue par Kaboul, problème de l'eau, celui des réfugiés et aussi le problème du transit.*

Ardavan Amir-Aslani : Je dirais que depuis la *First Afghan War* l'Occident n'a jamais eu la main heureuse en Afghanistan. La ligne de démarcation n'a pas été reconnue. Les Pachtoune qui vivent des deux côtés de la frontière se déplacent librement, car il n'y a pas exactement une frontière marquée entre ces deux pays. Il y a aussi la question de l'eau. Mais la question

6. Président d'honneur de l'association Asie Moyen-Orient/Institut des Hautes Études de Défense Nationale (AMO/IHEDN). A occupé des postes d'attaché militaire en Europe occidentale (Royaume-Uni), en Europe centrale (Hongrie, Autriche), en Europe balkanique (Bosnie-Herzégovine) et en Asie du Sud (Inde, Pakistan, Sri Lanka, Maldives).

fondamentale, c'est que l'Afghanistan est devenu aujourd'hui un pion dans le conflit qui oppose l'Inde et la Chine pour la domination régionale. Les Chinois ont créé la base de Gwadar, la plus grande base militaire hors de Chine. Pour faire contrepoids dans l'océan Indien, l'Inde s'est installée en Iran dans le port de Chabahar. L'Afghanistan est pris en otage dans ce conflit, parce que les Indiens cherchent à le désenclaver et à réduire sa dépendance au Pakistan sur le transit des biens et des denrées. De son côté, le Pakistan essaie de bloquer l'Afghanistan pour le maintenir sous son influence et encercler l'Inde. D'ailleurs, l'Inde aussi doit faire face à un encerclement. À gauche, le Pakistan et l'Afghanistan islamiste, avec les talibans qui y conservent une immense influence – et c'est quand même extraordinaire : après vingt ans de guerre et cent milliards de dollars dépensés dans ce pays, les Américains sont en train de se retirer en remettant les clés du gouvernement aux talibans. Au nord de l'Inde, il y a la Chine, et un conflit territorial qui n'est pas réglé. L'Afghanistan est prisonnier de tout cela. De surcroît, il possède des terres rares. Nos smartphones et nos iPhones fonctionnent avec les terres rares importées de Chine, qui possède aujourd'hui 70 % des mines actées de terres rares. Le concurrent de la Chine sur ce plan, c'est l'Afghanistan. Ce pays possède des gisements encore plus importants que ceux de la Chine, ce qui explique l'intérêt des uns et des autres pour ce pays. Et puis, vous avez également dans la région la Russie de Poutine. À travers le conflit syrien, on voit la volonté de la Russie de garder leurs bases militaires, à Tartous, garder son accès aux mers chaudes. L'Afghanistan fait

partie de cette stratégie. Aujourd'hui, le Pakistan risque de se rapprocher de la Russie. Plus les Américains, dans leur volonté de s'opposer à la Chine, renforcent leur présence en Inde, plus le Pakistan sera tenté de pencher vers les Russes.

Iqra Ashraf ⁷ : *Je remercie M. Amir-Aslani pour ce discours intéressant et aussi pour son livre sur le Pakistan. C'est très instructif pour moi aussi. Vous avez soulevé quelques points dont, en particulier, celui d'un conflit rendu possible par la montée du nationalisme hindou en Inde et par son attitude belliqueuse. Je veux souligner que le Pakistan est fier de son héritage musulman et de sa diversité ethnique et religieuse. Je pense qu'il est un peu simpliste d'ignorer la situation régionale qui est le résultat de la géopolitique régionale et des conflits des dernières décennies. Le Pakistan d'aujourd'hui est le Pakistan de Jinnah, tolérant, moderne et modéré. Nous souhaitons la paix et la stabilité, au Pakistan et dans ses environs. Je suis d'accord que l'Europe ne doit pas ignorer la possibilité d'un conflit principalement à cause de la politique nationaliste de l'Inde, qui supprime les minorités et menace ses voisins.*

Patrice Maynal ⁸ : *Je voulais simplement évoquer le sort d'Asia Bibi, pressentie pour avoir le prix Nobel de la Paix.*

7. Première secrétaire de l'Ambassade du Pakistan.

8. Premier avocat général à la Cour de cassation.

Ardavan Amir-Aslani : Encore un exemple à même de faire comprendre ce qu'est aujourd'hui le Pakistan : un pays qui se veut tolérant et respectueux des différences, mais aussi un pays de femmes maltraitées et de chrétiens persécutés. Aujourd'hui, si vous critiquez l'islam, vous êtes passible de la peine de mort. Pour certains, l'existence d'une église est déjà une contestation de l'islam. C'est quand même un problème pour un pays qui se veut tolérant. Il faut faire évoluer la Constitution. Il faut reconnaître les droits des femmes. Asia Bibi, cette femme persécutée, pourchassée, symbolise cette lutte. C'est un enjeu majeur au sein du monde musulman, qui a un problème avec les femmes. L'islam a peur des femmes. Certains pays extrémistes ne s'en sortiront jamais, parce qu'ils rejettent hors du monde économique la moitié de leur population. Ce n'est pas le cas du Pakistan. Dans les premières années après l'indépendance, le Pakistan était un pays extrêmement tolérant. Il y a au Pakistan les mausolées des grands gourous sikhs, et les sikhs indiens peuvent venir les visiter librement. Malgré la guerre, le Pakistan leur délivre des visas pour qu'ils puissent aller sur leurs lieux saints. En revanche, les chrétiens d'Orient, mais aussi du monde en général, sont prisonniers de l'image que le Moyen-Orient se fait de l'Occident, prisonnier de l'histoire passée, des années coloniales. Ils sont victimes des sentiments de frustration qui peuvent exister dans certains pays. Le Pakistan doit se montrer tolérant, c'est une nécessité absolue, pas seulement avec les chrétiens, mais aussi avec ces quelques millions d'Ahmadis, adeptes d'une secte qui s'est détachée de l'islam sunnite traditionnel, pourchassés et persécutés

au quotidien. Le Pakistan est un pays divers d'un point de vue ethnique, linguistique et culturel. C'est un pays étonnant. Il y a le cas de Mme Asia Bibi, mais il y a aussi le cas de Mme Benazir Bhutto, une femme qui a été Premier ministre du Pakistan. C'est un pays capable des plus belles choses et en même temps des pires exactions. La modération doit primer, modération qui pourrait mieux se déployer si le contexte géopolitique régional devenait plus calme, notamment par le règlement du conflit au Cachemire.

Patrice Maynal⁹ : *Vous nous avez très peu parlé de la Chine. N'est-elle pas le meilleur allié contre l'Inde ? L'avenir du Pakistan, n'est-ce pas la Chine, tout simplement ?*

Ardavan Amir-Aslani : Cela risque de le devenir faute d'alternatives. Toutefois, les Chinois regardent d'abord leur propre intérêt. Quand Total s'est retiré d'Iran sous l'effet des lois extraterritoriales américaines, les Chinois auraient pu remplacer Total et prendre la concession de South Pars, la plus grande réserve gazière au monde. Ils ne l'ont pas fait parce qu'ils ne sont pas disposés à déchirer leur chemise pour l'Iran, alors qu'ils réalisent 700 milliards de dollars d'échanges par an avec les États-Unis. Aujourd'hui, comme l'Afghanistan, le Pakistan est prisonnier du conflit américano-chinois et en subit les conséquences. Le Pakistan bascule naturellement du côté

9. Président de Devoteam.

chinois parce qu'il n'a pas le choix. Le jet pakistanais, qui est aujourd'hui un fleuron de l'aviation militaire moderne, est un investissement chinois, fait avec une technologie chinoise. La Route de la Soie a fait du Pakistan un pays économiquement dépendant de la Chine pour son bien-être quotidien. La Chine d'un côté, l'Arabie saoudite de l'autre, sont deux réels problèmes. Fermeture à l'Occident à cause de la Chine et fermeture idéologique à cause de l'idéologie imposée par les Saoudiens. Le monde étant ce qu'il est, la Chine étant ce qu'elle est, l'Amérique voulant par tous les moyens garder sa position dans le monde, le Pakistan risque d'être sacrifié par les États-Unis sur l'autel de leurs intérêts dans le conflit avec la Chine. Cela apparaît partout, en Afrique où la pression des États-Unis s'est renforcée, notamment face à la concurrence de Huawei dont ils veulent contrecarrer les ambitions mondiales. Une raison de plus d'aider le Pakistan pour qu'il ne soit ni prisonnier de l'idéologie saoudienne, ni dépendant économiquement de la Chine.

**Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr**

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu

-
- **L'avenir de l'organisation des Entreprises** - Guillaume Poitrinal
 - **L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque** - Régis Debray
 - **L'avenir des inégalités** - Hervé Le Bras
 - **L'avenir de la diplomatie** - Pierre Grosser
 - **L'avenir des relations Franco-Russes** - S.E Alexandre Orlov
 - **L'avenir du Parlement** - François Cornut-Gentille
 - **L'avenir du terrorisme** - Alain Bauer
 - **L'avenir du politiquement correct** - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - **L'avenir de la zone euro** - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - **L'avenir du conflit entre chiïte et sunnites** - Anne-Clémentine Larroque
 - **L'Iran et son avenir** - S.E Ali Ahani
 - **L'avenir de l'enseignement** - François-Xavier Bellamy
 - **L'avenir du travail à l'âge du numérique** - Bruno Mettling
 - **L'avenir de la géopolitique** - Hubert Védrine
 - **L'avenir des armées françaises** - Vincent Desportes
 - **L'avenir de la paix** - Dominique de Villepin
 - **L'avenir des relations franco-chinoises** - S.E. Zhai Jun
 - **Le défi de l'islam de France** - Jean-Pierre Chevènement
 - **L'avenir de l'humanitaire** - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - **L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins** - Georges Malbrunot
 - **L'avenir du Grand Paris** - Philippe Yvin
 - **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?**
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - **L'avenir de la justice sociale** - Laurent Berger
 - **Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?**
Nicolas Arpagian
 - **L'avenir de la Bioéthique** - Jean Leonetti
 - **Données personnelles : pour un droit de propriété ?**
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
 - **Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?** - Pierre Vermeren
 - **Turquie : perspectives européennes et régionales** - S.E. Ismail Hakki Musa
 - **Burn-out - le mal du siècle ?** - Philippe Fossati & François Marchand
 - **L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.**
Jean-Philippe Hubsch
 - **L'avenir du bitcoin et du blockchain** - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
 - **Le Royaume-Uni après le Brexit**
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
 - **L'avenir de la communication politique** - Gaspard Gantzer
 - **L'avenir du transhumanisme** - Olivier Rey
 - **L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?**
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
 - **La transformation numérique de la défense française**
Vice-amiral Arnaud Coustillière
 - **L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française**
Gérard Longuet

Les Notes de l'Institut Diderot

- **L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert** - Emmanuel Halais
- **Le futur de la procréation** - Pascal Nouvel
- **La République à l'épreuve du communautarisme** - Eric Keslassy

- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ? Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ? Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ? Professeur François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia

Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique

L'avenir du Pakistan

Pays de plus de 200 millions d'habitants, avec un haut niveau d'éducation et de grandes universités, le Pakistan est né dans le sang et les larmes. Traumatisme dont il n'a jamais guéri depuis la partition de l'Inde britannique en deux États indépendants en 1947.

Puissance nucléaire prisonnière de traditions séculaires qui peuvent être un puissant frein sur la voie de la modernité, ce pays, dont les réformes économiques commencent à porter leurs fruits, connaît aujourd'hui une réelle ouverture.

N'en doutons pas, le Pakistan, dont la situation géographique et culturelle en fait une passerelle entre les mondes iranien et indien, sera amené à jouer un rôle dans le destin que se choisira l'islam au cours du 21^{ème} siècle.



Ardavan AMIR-ASLANI

Avocat au barreau de Paris, cofondateur du cabinet Cohen Amir-Aslani, spécialiste en géostratégie du Proche-Orient et en théologie comparée, dernier ouvrage paru *Le Pakistan - De l'empire des Moghols à la République islamique* (Archipel, 2019).

